



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr - Site : <https://www.ud71.cgt.fr>

Agenda 2023

Commission Exécutive

UD

- Lundi 13 mars
- Mardi 11 avril
- Mardi 9 mai
- Lundi 12 juin
- Lundi 10 juillet
- Lundi 11 septembre
- Lundi 9 octobre
- Lundi 13 novembre
- Lundi 11 décembre



4 février 2023

AUTUN : Les mots de la maternité contre la fermeture

Nous le craignons, nous l'avions dénoncé... La sentence est tombée !

Ce jour 31 janvier 2023 l'ARS BFC a fait savoir par communiqué de presse sa décision de suspendre définitivement la maternité d'Autun. Après des mois d'incertitude, d'inconfort et d'insécurité tant pour les futures mamans que pour les personnels...

Malgré la rédaction du rapport 2021-111R de l'IGAS du mois de juin 2022 qui précise : « le scénario préférentiel consiste à conforter la maternité du CH d'Autun et fermer dans un second temps la maternité du Creusot... »

En dépit de tous les efforts consentis par les personnels pour répondre aux prétendues attentes et recommandations de qui... ? pour qui... ? pourquoi ? Aujourd'hui le constat est amer !

D'autant plus amer que la menace et l'attaque ont été menées de l'intérieur par le directeur du GHT (directeur du CH d'Autun) lui-même qui n'a pas hésité le coup de grâce le 20 janvier 2023 en rédigeant un courrier se voulant, n'ayons pas peur des mots, tant diffamatoires qu'accusateurs à charge de l'organisation de la maternité et n'ayant que pour seul objectif et malheureusement finalité : UNE FERMETURE Ces méthodes ne sont pas dignes d'un directeur mais bien celles d'un SABORDEUR

Nous tenions à remercier vivement toutes les personnes qui ont signé et relayé la pétition sur change.org. A ce jour plus de 5200 signatures !! Merci de ce mouvement de solidarité !!



6 février 2023

LE CREUSOT : Une nouvelle et 3^e distribution de tracts ce lundi matin à Torcy

À J moins 1 de la nouvelle journée d'action du mardi 7 février 2023 et une semaine après une seconde opération du même genre au même endroit, les organisations syndicales CGT, FO et CFDT du Creusot se sont mobilisées une nouvelle fois contre la réforme des retraites. Leur mobilisation commune s'est traduite ce lundi matin par un rassemblement puis



par la distribution d'un communiqué intersyndical au rond point du Géant Casino de Torcy, de 7h à 8h30. « Chaque organisation syndicale a 500 communiqués à distribuer... » ont annoncé Patrick Martin pour l'Union locale CGT et Patrick Merliaud pour la CFDT. Le syndicat FO était représenté par Franck Lopès notamment.

Cette opération comme les précédentes a provoqué quelques ralentissements notamment à l'entrée de Torcy, dans le sens Montchanin-Torcy, mais sans problème majeur. Dans leur communiqué, les syndicats appellent toute la population à se mobiliser encore plus massivement par la grève et la manifestation. Au Creusot, le rassemblement intersyndical de ce mardi 7 février se tiendra à partir de 14h30 devant l'Alto.

7 février 2023

LE CREUSOT : Des salariés d'Alstom en grève pour de meilleurs salaires

Des salariés du site Alstom Le Creusot se sont mis en grève ce mardi, répondant à l'appel de l'intersyndicale du groupe industriel dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. Près de 120 grévistes ont manifesté devant l'entrée du site.

« Avec l'inflation, il y a des salariés qui sont dans le rouge toutes les fins de mois. » Les différents syndicats de l'intersyndicale du site Alstom au Creusot (CGT, FO, CFE-CGC, CFDT) se sont réunis ce mardi pour un mouvement de grève devant l'entrée de l'usine. Et ce dans le contexte des négociations annuelles obligatoires qui ont lieu en ce début d'année à Paris pour l'ensemble du groupe industriel.

Un appel national sur les douze sites en France et un mouvement similaire à celui effectué il y a quelques mois. « On ne bloque pas le passage des camions venant livrer ou expédier des marchandises, note Pascal Tiercelet, représentant de la CGT. En revanche, on est à l'unisson pour dénoncer l'indécence des propositions de la direction. » Qui prévoient une augmentation des salaires à hauteur de 4 %. Les syndicats réclament plutôt des hausses de salaires de l'ordre de 10 % « pour faire face à l'inflation ».

• 120 salariés pour réclamer des hausses de salaire de 10 %

Plus de 120 salariés ont répondu à l'appel des syndicats en manifestant leur mécontentement à l'entrée du site. « Le mot d'ordre ce mardi, c'est "Pas de production ce jour", commente le représentant cégétiste. On a demandé aux employés de ne pas travailler et cela a été suivi, avec près de 80 % des effectifs de l'atelier en grève. »

De quoi porter haut leurs revendications. « Les salariés ont fait de gros efforts pendant le Covid, pendant des années, relate Laurent Genin, délégué CFDT. Tous ont été au rendez-vous mais une lassitude s'est installée. Ils veulent pérenniser l'entreprise, mais pour beaucoup le cœur n'y est plus. »

D'où, selon eux, la nécessité d'une hausse de salaires. Pour cela, les délégués syndicaux s'appuient sur « la bonne santé d'Alstom, avec un carnet de commandes plein pour plusieurs années et un chiffre d'affaires en hausse ». « Il faut que les salariés soient récompensés. Les actionnaires, eux, le sont, donc ça doit revenir en bas aussi. L'écart entre les propositions et nos souhaits est beaucoup trop important, on ne peut pas l'accepter. La direction doit, à son tour, être au rendez-vous », pestent les syndiqués.

« Comment on fait si on peut plus vivre décemment ? Les autres entreprises creusotines ont répondu présentes et ont augmenté leurs salariés pour contrer l'inflation », s'interrogent-ils. Enfin, ils réclament que « la direction assume sa certification "Top employer monde" et réponde à la situation critique vécue par des salariés ».

Une nouvelle réunion de négociations aura lieu à Paris ce mercredi. L'intersyndicale se réserve le droit d'organiser de nouvelles actions si elles n'aboutissent pas. Une nouvelle mobilisation pourrait ainsi avoir lieu jeudi.



« Des mesures ont été prises », assure la direction

De son côté, la direction assure que « des mesures ont été prises en 2022 avec deux primes exceptionnelles versées ». Elle insiste sur « le contexte inflationniste et les fortes hausses de coûts de production que subit l'entreprise » et dit attendre des avancées à l'issue de la deuxième réunion parisienne ce mercredi.

Journées d'action du 7 février 2023

LOUHANS : La mobilisation sociale contre la réforme des retraites s'étend à de nouveaux profits

Ce mardi matin, ils étaient près de 300 grévistes à avoir participé à cette seconde journée de mobilisation sociale contre la réforme des retraites.

Qui a dit qu'une manifestation ne pouvait pas se faire sous le soleil et en musique. C'est en tout cas ce qu'il s'est passé ce mardi matin dans les rues de Louhans. Mais cette bonne humeur ne cache pas la colère des grévistes face aux mesures prises par le gouvernement. Cet acte II de la protestation sociale contre le projet de réforme de recul de départ à la retraite de 62 à 64 ans a attiré encore plus de monde que le 19 février dernier. 280 personnes ont arpenté les rues de la Cité des Arcades avec des retraités venus soutenir les actifs (de l'enseignement, agroalimentaire, culture, santé) lors de ce mouvement. De nouvelles fêtes ont fait leur apparition dans le cortège. Des parents sont venus avec leurs enfants, signe de l'ambiance conviviale qui pouvait régner.

« On ne tiendra pas le rythme si on va à 64 ans ! »

Certains grévistes participaient pour la première fois à une manifestation pour montrer un ras-le-bol.

Bernadette est infirmière libérale d'un peu plus de 60 ans. « Je n'ai pas l'habitude de manifester mais là les retraites, ça va trop loin, on ne peut plus laisser passer ? Je me lève à 5 h 30 tous les matins pour exclamer les rendez-vous chez les patients mais ça n'est reconnu dans la pénibilité ».

Son amie de lutte à ses côtés embraye sur le même point. Elle a 59 ans et travaille à la découpe chez LDC depuis 33 ans. « Je ne vois pas comment je pourrais tenir sur ce rythme. J'ai de nombreuses douleurs dans les épaules en raison des mouvements répétitifs et à la chaîne et ce gouverne-



300 personnes s'engouffrent dans la rue des Arcades à Louhans, entre 15 000 et 19 000 en Saône-et-Loire au total, le mouvement prend de l'ampleur un peu partout en France.



Sous le soleil, la précarité ! C'était l'essence du message que souhaitaient faire passer les grévistes ce mardi matin.

ment ne me laisse pas le choix. Je suis déjà très fatiguée, alors si je pars à 65 ans et 8 mois comme je l'ai calculé sur le simulateur, ça ne va pas le faire ! », clame-t-elle.

D'autres étaient plus habitués à battre le pavé. C'est le cas de Pascal Laboure, qui s'est aussi rendu à celle de Chalon dans l'après-midi. Lui est chaudronnier dans l'usine chalonnaise de Framatome qui fabrique des pièces pour le secteur nucléaire. Il a 58 ans, donc il est entièrement concerné par la réforme et par les précédentes comme celle de la ministre Marisol Touraine qui augmente pro-

gressivement le nombre de trimestres de cotisation pour partir à taux plein. Il défile avec un slogan explicite collé à son dos : « La retraite avant l'arthrite ! »

« Je vais bientôt avoir 57 ans, ça fait 30 ans que je travaille en horaires décalés et je ne suis pas certain d'être éligible aux critères du dispositif "carrière longue" pour partir en retraite anticipée. Nos corps sont sujets à de nombreuses vibrations qu'on utilise à l'atelier. C'est vraiment fatigant alors si je continue plus longtemps et qu'on ne prend pas en compte cette pénibilité, je vais ne



Comme un symbole, au passage de l'école Vial (bien sûr fermée), la chanson "Les oubliés" de Gauvain Sers retentit. Elle déplore les fermetures d'écoles, de cabinets médicaux, de services dans les villages.



Les manifestants ont terminé leur parcours devant la sous-préfecture en dénonçant le défillement des services publics depuis plusieurs années.

pas tenir », assure cet ancien délégué syndical à la CFDT, qui n'avait encore jamais manifesté à Louhans même.

Le mouvement a été plutôt bien perçu auprès des automobilistes qui longeaient le cortège dans le calme, rue Lucien Guillemin à Louhans où la circulation n'avait pas été coupée.

D'ailleurs, en queue de cortège, un discours plus radical était en train de naître. « Pour qu'on soit vraiment visible et que ce gouvernement se préoccupe de la rue, je pense qu'il faudrait faire plus massivement grève et bloquer

plein d'endroits comme les ronds-points lors des Gilets Jaunes. On se bat pour nos enfants alors on ne va pas lâcher », tonne ce cultivateur à la retraite.

Le mouvement se poursuit localement avec un « Photo-Marron », organisé ce jeudi à 17 h 30 place de la Charité. L'idée est d'envoyer au président de la République les photos des manifestants avec les slogans sur leurs pancartes pour rendre concrètes leurs revendications et montrer la détermination et l'inventivité du mouvement.

Hugo Simard

CHALON : L'intersyndicale tient toujours la dragée haute au gouvernement



À l'appel de l'Intersyndicale, une 3ème journée nationale d'action contre le projet de loi portant réforme des retraites était organisée ce mardi 07 février 2023. Retour en images avec Info Chalon.

Troisième journée de mobilisation contre la réforme des retraites à Chalon-sur-Saône. Mardi 7 février 2023, un nouvel appel à la grève et à manifester a été lancé par l'Intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, SUD-Solidaires, FSU).

Le cortège parisien s'est élancé à 14 heures 30 de la Maison des Syndicats, pour rejoindre la Gare en passant par les quais de Saône.

L'Intersyndicale craint que le gouvernement passe la réforme en force, sans prendre en considération la voix d'une majorité de Français opposés au projet.

Des rassemblements du même type étant prévus dans tout le département et vacances obligent, d'aucuns pensaient que la mobilisation serait moins importante. Et pourtant, déjouant tous les pronostics, au vu de l'étendue du cortège, il en fut tout autre. Aussi, ils étaient entre 7000 et 8000 selon les syndicats, 6000 selon les forces de l'ordre.

AUTUN : La mobilisation marque le pas, pas la détermination

C'est plus que lors de la première manifestation mais moins que la deuxième qui s'est déroulée mardi dernier. Ce mardi après-midi, ils étaient tout de 800 à battre le pavé des rues autunois. Et même s'il y avait moins de monde, la détermination des opposants à la réforme des retraites est toujours aussi forte avec le même mot : le retrait pur et simple du texte du gouvernement, dont l'étude a débuté cette semaine à l'Assemblée Nationale. Devant l'hôtel de Ville, lieu de dispersion de la manifestation, tous se sont donnés rendez-vous ce samedi matin à 10 heures pour un second round. Les syndicats misent sur une forte mobilisation.



LE CREUSOT : La mobilisation et la détermination contre la réforme des retraites n'ont pas faibli avec plus de 2000 personnes



Les organisateurs craignaient une baisse de la mobilisation avec les vacances. Mais ils ont vite remarqué que grosso modo il y avait autant de monde que le 31 janvier. «On est largement au-dessus de 2000 personnes», ont-ils rapidement mis en avant, alors qu'un long défilé s'était formé avenue de l'Europe. Une vraie satisfaction pour l'intersyndicale.

Le parcours a été respecté à la lettre. Mais c'est devant le Château de la Verrerie que la prise de parole a eu lieu (la lire sous les photos). Les opposants à la réforme des retraites ont ensuite pris la direction de la rue Leclerc et de l'Alto et ils ont fait une halte devant la permanence du Député Rémy Rebeyrotte. Ils ont fait brûler des fumigènes et ont invité le Député à venir débattre avec eux sur le

sujet de la réforme. Rendez-vous a ensuite été donné au samedi 11 février, à 10 heures devant l'Alto, pour des échanges sur «les conséquences» de la réforme.

MACON : Entre 2500 et 3000 manifestants ont battu le goudron !

Troisième rendez-vous cet après-midi à Mâcon contre la réforme des retraites.

La mobilisation était encore au rendez-vous malgré la période des vacances scolaires, suite à l'appel intersyndical de 13 organisations, lycéennes et estudiantines comprises.

Les manifestants se sont retrouvés place des Cordeliers à 14h30.

Si la mobilisation est en-dessous de celle de mardi dernier (4 000 personnes), ce sont néanmoins près de 3 000 personnes qui ont battu le goudron en ce 6 février 2023 (la police annonçait 2000).

De la place des Cordeliers vers sa destination finale de l'esplanade Lamartine, en passant par la Place de la Barre, le Square de la Paix, le Cours Moreau, rue de Paris, Bd Henri Dunant pour rejoindre les quais dont la circulation a été bloquée dans les deux sens, l'intersyndicale, mais aussi les lycéens et des jeunes (et moins jeunes) issus du mouvement libertaire et anarchiste, a bien tenu la mobilisation ce mardi.

Rendez-vous samedi prochain, 11 février, pour la 4ème journée de mobilisation qui devrait atteindre et même dépasser les 4000 participants aux dires des syndicats.

Voir aujourd'hui 2 500 participants à Montceau, quelque 750 à Autun, 3000 au Creusot selon les syndicats et 8000 suivant le nombre estimé à Chalon, c'est la preuve que le mouvement entamé ne faiblit pas et semble même s'étendre.

Au niveau départemental 15 000 puis 20 000 personnes successives les 19 et 31 janvier, quelque 18 000 aujourd'hui avec les vacances d'hiver, samedi prochain sera-t-il un record ?



MONTCEAU : Ils étaient encore 2500 dans la rue !



À l'appel de l'Intersyndicale, ils étaient 2500 personnes ce mardi 7 février venues manifester leur opposition au projet de réforme des retraites du gouvernement Macron.

La mobilisation ne faiblit pas au niveau du bassin minier et les manifestants sont toujours au rendez-vous.

Les revendications sont claires : le retrait pur et simple de ce projet, régressif et brutal.

En préambule, J.P Ménéghel, co-signataire de la déclaration de la manifestation fait part de l'arrêt préfectoral sur l'interdiction de se rendre à proximité

de la RCEA.

Vers 14h 45, le cortège s'est élancé dans les rues montcelliennes en suivant un nouveau parcours avec plusieurs prises de parole aux différents carrefours.

« L'arrêt des exonérations, la taxation des super profits, ... Gagner sa vie sans la perdre, une retraite financée par la Solidarité. Encourager les initiatives et les actions dans les entreprises, ... »

Les syndicats dénoncent également les conditions de travail chez Michelin, le bashing sur le statut des fonctionnaires, la nouvelle labellisation « Hôpital de proximité » du centre hospitalier Jean Bouveri, le saccage de la santé au même titre que la retraite, ...

Au carrefour de la 9ème, le service d'ordre mis en place par les organisations syndicales et en arrière plan, les forces de l'ordre, a dissuadé les manifestants de se rendre sur la RCEA.

L'intersyndicale s'est réunie après la manifestation et communiquera les modalités pour la manifestation du samedi 11 février 2023.

GUEUGNON : Une manifestation contre les retraites sur fond de colère sociale à Aperam

Ce mardi 7 février était le théâtre d'un troisième acte de mobilisation contre la réforme des retraites. À Gueugnon, un rassemblement a eu lieu devant l'entrée du site d'Aperam. Les manifestants ont ensuite pris la route pour rejoindre le cortège à Montceau-les-Mines.

Une nouvelle journée de mobilisation était organisée un peu partout dans le département, ce mardi 7 février. Les contestataires gueugnonnais, eux, s'étaient donné rendez-vous en milieu de matinée devant l'entrée de l'usine Aperam. Café à la main pour se réchauffer de la température peu avenante, une petite centaine d'hommes et de femmes, salariés comme retraités, est venu afficher sa ferme opposition au projet du gouvernement. Une réforme dénoncée par Ludovic Blondaux, élu CGT au CSE d'Aperam. « Depuis 40 ans, les politiques essayent de s'attaquer à ce système des retraites. Il y a eu Balladur en 1993, Fillon en 2003, Woerth en 2010 et maintenant Macron. »

• **L'envie d'une retraite heureuse**

Et la philosophie du président de la République et de son gouvernement est pointée du doigt sans ménagement « Leur monde idéal, c'est un monde où tout serait privatisé, sans retraite, sans sécurité sociale, sans chômage. Où ce serait marche ou crève. » Parmi les inquiétudes régulièrement énoncées, celle de ne pas pouvoir profiter de sa retraite. « Ils veulent nous priver de nos plus belles années à la retraite, celles où l'on est en bonne santé.



Vous vous voyez travailler à 64 ans, en 3/8 ou en 5/8 alors que bien des années avant, le corps fait déjà ressentir la fatigue ? On sait que toute une vie de poste c'est une dizaine d'années d'espérance de vie perdue, c'est un coup à crever dans cette usine. Ce sont les ouvriers, les employés, ceux qui ont commencé à travailler tôt, ceux qui exercent des métiers pénibles, les femmes, les jeunes qui seront le plus touchés et c'est inacceptable. » Afin de dénoncer « cette réforme injuste et injustifiée », les Gueugnonnais restent mobilisés et se félicitent « d'avoir organisé deux bus pour les deux jours d'actions afin de se rendre à la manifestation de Chalon-sur-Saône. » Un mouvement qui n'est pas une fin en soi à écouter Ludovic Blondaux. « On ne doit rien lâcher, continuer et amplifier les actions. C'est dans les boîtes que le mouvement doit s'amplifier. Nous devons nous battre pour gagner et arrêter de nous battre pour ne pas perdre. »

• **La colère gronde chez Aperam**

Les salariés d'Aperam sont unanimes sur ce point, eux qui sont actuellement en pléines négociations avec la direction. « Vendredi dernier, on a fait la deuxième réunion des Négociations annuelles obligatoires (NAO, NDLR) avec les premières propositions de la direction. Elle propose 120 € d'augmentation générale et une prime de 500 €. On a cru à une blague. Cette proposition est lamentable et insultante pour tous les salariés. La direction est loin du compte. » Par la voix de leurs représentants syndicaux, les grévistes dénoncent des augmentations qui « ne sont pas à la hauteur de l'inflation. Les NAO ne devraient pas avoir vocation à suivre l'inflation, elles doivent nous permettre de mieux vivre, de nous épanouir. Aller en vacances, au cinéma ou ailleurs. » À l'issue de ce rassemblement, les frondeurs se sont rendus, en covoiturage, à Montceau-les-Mines afin de grossir les rangs de la manifestation.

9 et 10 février 2023

LE CREUSOT: Les organisations syndicales ont distribué des tracts en vue de la manifestation de ce samedi au Creusot

Les syndicalistes ont distribué des tracts au Breuil, sur le parking du centre Leclerc et du Bricomarché ce vendredi après-midi. L'ensemble des organisations syndicales réaffirme son opposition à la réforme des retraites et sa détermination à avoir un système de retraite juste, financé aussi par un autre partage des richesses.



Aussi, après une distribution de tracts lundi matin au rond-point de Torcy, après une autre ce jeudi après-midi sur les parkings des centres commerciaux de l'espace Chanliau, les organisations syndicales CGT, FO et CFDT du Creusot se sont retrouvées à nouveau ce vendredi après-midi au Breuil, sur le parking du centre commercial Leclerc et celui du Bricomarché. Objectif de l'opération : distribuer des tracts bien sûr, mais aussi échanger avec la population sur les actions menées ces dernières semaines et à mener contre la réforme des retraites, avec une priorité affichée, rassembler une nouvelle fois un maximum de personnes lors la manifestation de ce samedi 11 février à 10 heures devant l'Alto.

Dans le communiqué distribué à 1 500 exemplaires, l'ensemble des organisations syndicales appelle la population à manifester encore plus massivement ce 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme.

Depuis la dernière intersyndicale du 1er février, les syndicalistes rappellent

qu'ils ont interpellé les députés, les sénateurs de Saône-et-Loire pour une demande de rencontre le 7 ou le 11 février 2023. « Aucun rendez-vous n'a été fixé à ce jour, nous réitérons notre demande pour une rencontre rapide... ». Ce vendredi Patrick Martin pour l'Union locale CGT, Hervé Cocouard pour la CFDT et Gaëlle Develay pour le syndicat FO étaient présents sur place. « Samedi matin, on sait bien que nous n'allons pas toucher le même monde que la semaine, le cortège va être plus diversifié, et puis il y a les vacances... mais nous pensons sérieusement rassembler malgré tout autour de 2 000 personnes » lancent les syndicalistes qui indiquent qu'il y aura des prises de paroles après la manifestation ce samedi : « Pour discuter ensuite avec les gens, pour savoir ce qu'ils pensent, ouvrir le débat et voir comment eux, verraient la poursuite des actions... ».

Journées d'action du 11 février 2023

LOUHANS: 240 manifestants ont défilé...

Ce samedi de 10h à midi, près de 240 manifestants ont défilé à Louhans pour dire "Non" à la réforme des retraites.

A noter, de nombreux "nouveaux" venus dans le cortège pour suivre un mouvement qui ne faiblit pas et qui se trouve, pour cette 3e édition à Louhans, dans la moyenne (200 la première fois, 300 la deuxième).



LE CREUSOT: Encore une belle mobilisation contre la réforme des retraites



La mobilisation du samedi n'est pas celle d'un jour de semaine. «Oui il y a moins de monde, mais on a beaucoup de salariés qui sont venus, alors qu'en semaine ils sont plus réticents, car une journée en moins sur la feuille de paie, ce n'est pas rien», explique un membre de l'intersyndicale au Creusot.

Il y avait donc moins de monde que mardi, mais la détermination était au rendez-vous des opposants à la réforme des retraites qui ont pris la direction de la place Bozu. La suite de notre reportage plus tard sur creusot-infos.

Ainsi que creusot-infos en a rendu compte, ce samedi 11 février au matin, marquait la 3ème mobilisation contre la réforme des retraites, au Creusot. L'appel au rassemblement avait été donné devant l'ALTO, avant un départ pour un défilé jusqu'à la place Bozu, avant un retour au coeur de ville et une prise de parole de l'intersyndicale. De 1200 à 1500 personnes ont pris part à cette mobilisation, ce qui a été jugé comme un bon chiffre pour un samedi matin. L'intersyndicale a déjà donné rendez-vous pour une nouvelle mobilisation jeudi 16 février

MACON: Réforme des retraites et le nombre de manifestants de grimper

Ce samedi 11 février, la mobilisation était toujours au rendez-vous à Mâcon, malgré les vacances d'hiver et sous un soleil radieux lors du jour traditionnel de marché. À l'appel de nombreux syndicats, des milliers de manifestant.e.s se sont regroupé.e.s dès 11h place des Cordeliers pour redire l'opposition au projet de réforme des retraites. Près de 5 000 personnes auront ainsi arpentés les rues de Mâcon, cortège s'étoffant au fur et à mesure de son avancée, ce qui rue fait rentrer, du même coup, dans l'histoire des mobilisations sociales à Mâcon. Cortège revendicatif, cortège remonté face à l'indifférence provocatrice du gouvernement, l'arrivée aux abords de l'esplanade Lamartine n'a aucunement perturbé le marché hebdomadaire. Chiffre de participation selon les policiers chargés de l'estimation, 2000 corrigé à 2500 à la fin. Pourtant jamais, ou depuis très longtemps on n'avait pas vu autant de monde, la mesure pouvait être prise sur les quais où la tête de la manifestation était arrivée à la statue de Lamartine et les prises de paroles commençaient alors que la queue était encore avant le pont St-Laurent comme en témoignent des photos.



AUTUN: Toujours autant de monde contre la réforme des retraites



Pour cette quatrième journée d'action et de manifestation contre la réforme des retraites, les syndicats avaient fait le pari du samedi. Si au niveau nationale, la mobilisation a connu un regain, à Autun, elle s'est légèrement tassée, même si elle reste à un niveau important. Ce samedi, sous un gros et beau soleil, mais avec des températures fraîches, voire très fraîches, près de 700 personnes, selon les chiffres donnés par l'Union Locale CGT d'Autun ont dit et redit leur opposition à la réforme des retraites et surtout au recul de l'âge de départ. Une nouvelle fois, les manifestants ont montré leur détermination et se sont d'ores-et-déjà donné rendez-

vous jeudi prochain.

MONTCEAU: Manifestation contre le projet de réforme des retraites

À l'appel de l'Intersyndicale, ils étaient encore 3000 manifestants (selon les organisateurs) ce samedi matin venus montrer leur opposition au projet de réforme des retraites du gouvernement Macron.

La mobilisation ne faiblit pas au niveau du bassin minier et les manifestants déterminés sont toujours au rendez-vous et portent la même revendication : le retrait de ce projet de réforme des retraites, régressif, injuste et brutal.



Le rassemblement s'est effectué sur la place de la mairie, réquisitionnée pour l'occasion, avec plusieurs prises de parole sur les escaliers de l'hôtel de ville.

« La menace du passage en force et du refus d'entendre nos légitimes revendications, ne peuvent qu'attiser la colère du peuple ! »

L'intersyndicale appelle les salariés dans les entreprises et les administrations « à poursuivre les Assemblées pour établir leurs cahiers de revendications, discuter des moyens pour les faire aboutir y compris la grève ».

PARAY LE MONIAL: Ils sont partis à la manifestation à Montceau



En l'absence de manifestation contre la réforme des retraites organisée en Charolais-Brionnais, un rassemblement était proposé ce samedi 11 février au matin, à 9 h 30, à Paray. Sous l'égide de Jacques Chemarin, animateur de la CGT en Charolais-Brionnais, une trentaine de personnes se sont retrouvées devant la Maison des syndicats : « Des gens issus de plusieurs syndicats, d'autres non syndiqués et même deux familles ». Ils ont rapidement organisé un covoiturage pour rejoindre le cortège de Montceau-les-Mines.

Des départs similaires ont eu lieu depuis La Clayette, Digoin et Gueugnon.

CHALON: Près de 5000 personnes ce samedi matin à Chalon

Malgré les vacances scolaires, le soleil printanier et le week-end, la mobilisation était au rendez-vous ce samedi matin à Chalon sur Saône. On aurait pu s'attendre à un net fléchissement de la mobilisation des opposants à la réforme des retraites avec un certain nombre de facteurs défavorables, mais ce samedi matin, ce sont près de 5000 personnes qui ont défilé contre le gouvernement et son projet de réforme. De tous les âges, ils ont répondu présents pour cette 4e journée de mobilisation qui fait la démonstration si besoin était de la popularité du mouvement.



15 février 2023

AUTUN: Distribution de tracts

Aujourd'hui, par un très beau temps, des militants de l'Union Locale ont distribué les tracts appelant à participer à la journée d'action du JEUDI 16 FÉVRIER contre la réforme des retraites, sans oublier de préparer les esprits à monter la lutte d'un cran à partir du 7 MARS!



16 février 2023

LE CREUSOT: Une distribution de tracts aux portes des entreprises !



Les organisations syndicales CGT, FO, CFE/CGC et CFDT du Creusot se sont retrouvées ce jeudi matin à la porte Magenta et sur la zone Harfleur 2000 pour une nouvelle distribution de tracts.

Les syndicalistes ont décidé de cibler plus particulièrement ce jeudi matin les salariés des grosses entreprises de la ville mais aussi ceux des petites et moyennes entreprises (PME) où il n'y a pas forcément de représentation syndicale.

« Il s'agit de toucher les salariés des usines et des entreprises, de les sensibiliser et de les mobiliser... ». Bien sûr, il s'agissait d'échanger avec les salariés, de les inciter à participer au rassemblement de ce jeudi 16 février à partir de 14 heures devant l'Alto afin de manifester contre la réforme des retraites, mais également d'aborder avec eux la journée nationale

du 7 mars 2023. « La stratégie n'est pas encore définie mais il s'agira d'une grosse journée de mobilisation... » insistent les syndicalistes. Entre la période le 17 février et du 7 mars 2023, ces derniers ne resteront pas inactifs.

Une campagne d'affichage est en prévision entre autres actions. « L'intersyndicale est prête à durcir le mouvement ! ». Dans ce sens, elle appellera les travailleuses, les travailleurs, les jeunes et les retraités à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. Ce jeudi matin, Patrick Martin pour l'Union locale CGT, Patrick Merliaud pour la CFDT, Gaëlle Develay pour le syndicat FO et Thierry Herzog pour le syndicat CFE-CGC étaient présents aux entrées des sites industriels.

Journées d'action du 16 février 2023

LOUHANS : 130 manifestants ce matin à Louhans

A 10h15, le rassemblement se prépare déjà bien, et à 10h33, le top départ de la manifestation est lancée !

Selon un comptage du JSL sur place, 130 personnes manifestent sur Louhans. « On n'est moins que la dernière fois, ce n'est pas grave. Ce n'est pas la première manifestation, donc on peut comprendre que la fin de mois est difficile » expliquent plusieurs représentants CGT

Vers 11h15, David Musard a pris la parole. Rendez-vous est donné le 7 mars pour « mettre la France à l'arrêt ». « En attendant, il faut continuer de vous mobiliser dans vos entreprises, même si nous ne sommes pas dans la rue pour montrer la contestation contre cette réforme » ajoute-t-il.

Un covoiturage est organisé à 13h30, place de la Charité à Louhans pour aller manifester à Chalon



MONTCEAU : Manifestation massive contre la réforme des retraites

Côté Kiosque ce jeudi à 14h30 ! L'intersyndicale du Bassin Minier s'apprête de nouveau à suivre le nouveau parcours, la CFDT, la CGT, FO et FSU, Voix Lycéenne, tous les représentants ont de nouveau répondu présents pour cette nouvelle manifestation contre la réforme des retraites d'Emmanuel Macron et son gouvernement.

La lutte se poursuit massivement et elle réunit davantage et de plus en plus de jeunes pour une prise de conscience collective. La mobilisation ne faiblit pas et l'opposition est de plus en plus certaine. Les prochaines seront décisives et les revendications seront de plus en plus rudes ou ce sujet social doit éveiller toutes les âmes. Pour un avenir meilleur et



pour ne plus rien subir. D'ailleurs le 7 Mars prochain, il s'annonce une journée historique et peut-être même décisive dans cette contestation sociale, il se dit que ce mouvement pourra être accompagné d'actions bien plus incisives jusqu'à réussir à se faire entendre et passer les messages plus clairement aux hautes instances gouvernementales.

Après les dernières manifestations qui rassemblaient quelque 3000 personnes dans les rues de Montceau les Mines, ce jeudi, il se tenait encore plus de 1500 manifestants à emprunter un itinéraire établi dans le cœur de la ville sous un beau soleil et un enthousiasme toujours aussi développé. Le combat continue et la lutte se poursuit jusqu'à la victoire comme dirait l'autre..

Pour conclure cette marche, un « carton rouge » a été distribué par la foule ! Un symbole qui sera l'élément clé de la prochaine manifestation du 7 Mars ! Un carton rouge pour toutes les décisions mises en places par les ministres puis à l'encontre de Madame Jarrot, la maire de Montceau les Mines a été chahuté dans les discours pour son manque d'écoute et notamment pour ne pas avoir facilité l'organisation de cette manifestation sur le parking de la Mairie qui est n'était pas privatisé cette fois-ci.

Il est évident que le 7 Mars sera l'action forte à ne pas manquer, la mobilisation est attendue.

AUTUN : La mobilisation en baisse contre la réforme des retraites

Cinquième journée d'actions syndicales contre la réforme des retraites. Et Autun, la mobilisation s'est faite moindre que lors des précédentes. Ce jeudi après-midi, c'était moitié moins que samedi matin. En effet, ce sont entre 350 et 400 personnes, selon des estimations de la Gendarmerie, qui ont défilé dans les rues d'Autun. Une mobilisation en baisse certes mais toujours avec la même détermination à voir le gouvernement retirer son texte. Et si il y avait moins de monde dans le cortège autunois, les organisations syndicales savent que le vrai test sera le 7 mars prochain, avec -promet-on- un pays à l'arrêt. A suivre...



MACON : Près de 3000 manifestants dans les rues pour se faire entendre !

Moins de monde que samedi dernier où le chiffre record était atteint pour Mâcon avec 5000 personnes derrière la banderole de tête, cela est certain. Mais pour la ville préfecture aujourd'hui, frôler les 3000 c'est de fait une grande satisfaction pour l'intersyndicale que d'avoir pu annoncer ce chiffre en fin de manifestation. Vacances scolaires et jour de semaine, personne n'envisageait de pouvoir faire comme il y a 5 jours.

« On se doutait qu'il y aurait moins de monde aujourd'hui et c'est normal, tout le monde ne peut pas continuer de faire grève plusieurs jours de suite, même une fois par semaine face à l'augmentation du coût de la vie. »

Pour **Claude Cadot**, secrétaire général de l'union locale chalonnaise de la CGT, « le système de retraite par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie une réforme aussi brutale ».

Attachées à « *un meilleur partage des richesses* », les organisations syndicales ont proposé pendant la concertation avec le gouvernement d'autres solutions de financement, à commencer par l'amélioration de l'emploi des seniors.

« *Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement* », déplore le secrétaire général de l'union locale CGT.

« *Oui, d'autres solutions existent et nous les porterons avec vous jusqu'à la victoire !* »

Parmi les manifestants, notons la présence significative de membres du Collectif Chalonnais Libertés et Vérités. Pour la plupart, ces derniers étaient réunis derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire « *S'unir pour ne plus subir* ». C'était aussi l'occasion pour le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique (POID) de tracter. Ce parti appelle lui aussi à « *mettre le pays à l'arrêt pour obliger (Emmanuel) Macron à retirer son plan* ».

Le cortège a pris la direction de l'Avenue Jean Jaurès et le Boulevard de la République pour se disloquer aux abords de la Maison des Syndicats.

L'Intersyndicale se dit tout de même satisfaite de la mobilisation, l'objectif étant surtout ici de maintenir la pression sur le gouvernement, et donne rendez-vous aux manifestants à la Maison des Syndicats le mardi 21 février à 14 heures 30.

LE CREUSOT : L'intersyndicale réaffirme que « Travailler longtemps, c'est non » et donne rdv au 7 mars pour « que le gouvernement retire son projet de loi »

À l'appel de l'intersyndicale, ce sont environ 1200 personnes qui se sont rassemblées ce jeudi devant l'Alto pour protester contre le projet de réforme des retraites. Puis, à 14 h 45, le défilé a commencé.

C'est aux alentours de 14h30 au Coeur de Ville ce jeudi que l'Intersyndicale avait invité les Creusotines et Creusotins à se retrouver pour une prise de parole puis un défilé pour dénoncer le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement. Sous un soleil printanier, le cortège s'est élancé de l'Alto pour se diriger en direction de la place Schneider en passant par le boulevard Henri-Paul Schneider, la rue de l'étang de la Forge, la rue du Parc, la rue des Acacias, la rue Edith Cavell, la rue Marcel Sembat avant d'arriver sur la place Schneider. Le retour vers le Coeur de Ville s'est fait par la rue maréchal Leclerc.

Dans une ambiance bon enfant, le gros millier de manifestants avait déjà la tête tournée vers la date du 7 mars, prochain gros rendez-vous sur le front social.



23 février 2023

AUTUN : Distribution de tracts

Distribution de vin chaud et de tracts contre la réforme des retraites, rue aux Cordiers à Autun! N'hésitez pas à venir pour échanger autour de la réforme et s'organiser en vue du 7 mars!



23 février 2023

LE CREUSOT : Congrès Union Locale CGT : la grève nationale du 7 mars en ligne de mire

La salle Saint-Exupéry de la maison des associations Guynemer du Creusot a accueilli jeudi le congrès de l'union locale (UL) de la Confédération générale du travail (CGT), axé sur les sujets d'actualités et l'organisation de la journée de mobilisation prévue le 7 mars. Secrétaire Général de l'Union locale CGT du Creusot-Montchanin, Patrick Martin a été réélu pour trois années.

Les 9 candidats au bureau de l'Union Locale sont Émile Algaba, Pierre Badey, Patrick Cauliez, Anthony Chaussivert, Sébastien Ducroux, Joffrey Martin, Patrick Martin, Pascal Tiercelet et Jean-Philippe Tissier. La commission financière de contrôle est composée de Michel Basset, Serge Blondeau et Angélo Paladino.



Planifié tous les trois ans, le congrès de l'UL CGT a eu lieu en présence du secrétaire général de l'union départementale, Alain Gaillard. En s'appuyant sur des documents tirés de publications de la CGT, le secrétaire général de l'union locale, Patrick Martin, a abordé les sujets de l'inflation, de la réforme de l'assurance chômage et de la retraite, avec en ligne de mire l'organisation de la journée de grève nationale du 7 mars. Qui a fait débat avec des propositions d'action des présents, tel que bloquer les ronds-points, les TGV, tracter auprès des étudiants en touchant leur

organisation

syndicale, ou encore bloquer le site industriel pour impacter les patrons, que les militants estiment aussi responsable que le gouvernement.

Des moyens qu'ils devront fixer lors de l'intersyndicale de ce mardi. « Il faut monter le curseur de façon la plus intelligente possible pour faire reculer le gouvernement », a prévenu Patrick Martin, qui attend toujours des rendez-vous avec les députés pour échanger.

• Quelques chiffres

« Sont présents réellement aujourd'hui au congrès 13 syndicats avec 40 mandats et porteurs de 318 voix », a annoncé Patrick Martin, réélu à son poste pour trois ans.

À 83 ans, Michel Basset a été mis à l'honneur en tant que doyen du congrès. Ce retraité de la métallurgie a adhéré à la CGT en 1975.

Quant à Étienne Pigeat, 30 ans, le plus jeune, il travaille à Safran et a pris son adhésion en 2019.

Avec la présence de 4 femmes au congrès pour 32 hommes, la parité a été soulevée.

L'union locale compte 474 adhérents.

13 syndicats et 40 personnes portant 318 voix ont participé à ce Congrès. Le rapport d'orientation de l'Union locale a été adopté à l'unanimité, tout comme les statuts présentés en matinée.

Les gens dans les manifestations nous ont dit, c'est bien de faire des grosses manif dans les villes, mais au bout d'un moment il faut monter d'un cran...» a expliqué Patrick Martin.

Plusieurs propositions vont donc être présentées à l'Intersyndicale qui va se réunir le mardi 28 février à 13h30 à Saint-Henri, laquelle décidera de la suite à donner. De nombreux sujets de discussions ont été abordés ensuite sur les dernières manifestations en ville, sur le nombre de manifestants venant d'horizons divers. Sur les analyses réalisées aussi au plan national et localement, après les manifestations. « On a un potentiel de lutte qui monte et les gens nous disent qu'il faut monter le curseur pour faire reculer le gouvernement ! ». D'où la recherche de nouvelles idées d'actions et de moyens à mettre en œuvre pour se faire entendre par le gouvernement dans les prochaines jours. Dans son introduction, en début de réunion Patrick Martin avait également parlé des revendications traditionnelles de la CGT, de l'assurance chômage, du SMIC, de la retraite, des salaires... bref de toute l'actualité qui remonte aujourd'hui des entreprises.

27 février 2023

LE CREUSOT : Comité Général, la CGT se met en ordre de marche

Blocage d'entreprises, rapport avec les autres syndicats, méthodes de luttes... Lundi, en fin de matinée, à l'Alto, les délégués des différents syndicats CGT du département ont notamment fait le point et débattu sur les modalités d'actions de lutte contre la réforme des retraites. Pour rappel, une journée de manifestation et de lutte est prévue pour le 7 mars.

Mais les délégués étaient d'abord présents pour le comité général de l'Union départementale CGT.

Un événement qui se tient par deux fois entre chaque congrès. Sachant qu'il y a un congrès tous les trois ans. « Nous évoquons aussi d'autres sujets comme les salaires, l'emploi des seniors », explique Jean-Luc Mercier, membre de la commission exécutive et du secrétariat départemental.



Elles et ils étaient quatre vingt dix inscrits pour la journée. Lundi, c'est Le Creusot qui était l'épicentre du département pour la CGT qui tenait son comité général qui a lieu une fois par an. Et qui était donc une forme de prélude avant le congrès qui aura lieu à Clermont Ferrand.

Avec la réforme des retraites, on a évidemment parlé des luttes. «Si on veut arriver à faire reculer et plier le Gouvernement, il faut que le 7 mars, on bloque tout le pays. Ca veut dire aussi bloquer toutes les entreprises», a lancé un militant, aujourd'hui retraité, à la cantonade.

On l'a compris, sur la question des retraites et ce n'est pas un scoop, la CGT se veut intransigeante. Mais le syndicat ne veut pas se focaliser uniquement sur la réforme des retraites, «car il y a bien d'autres sujets» assurent de concert Jean-Luc Mercier et

Yannick Segaud, tous deux membres de la commission exécutive.

L'autre gros sujet, «ce sont les salaires». Une question «centrale» pour la CGT qui demande des augmentations à la hauteur de l'inflation et qui remarque que les NAO (négociations annuelles obligatoires) donnent des résultats très en dessous. «Il faut bien comprendre que le financement des retraites passe aussi par une revalorisation des salaires. On dit bien des salaires et non pas avec des primes qui sont exonérées des charges salariales». La CGT pointe aussi la difficulté pour ses délégués syndicaux de travailler sur le terrain, dans les entreprises, «car il y a beaucoup de réunions avec les directions, mais aussi avec la mise en place des CSE qui sont pénalisants. On réfléchit donc à comment mieux s'organiser».

Si la question des salaires dans les entreprises est centrale, elle l'est aussi dans les collectivités. «Elles sont financièrement prises à la gorge. Partout le même refrain c'est qu'il faut faire des économies. Les agents ont du mal à l'entendre et leur colère est la même dans le public que dans le privé. Car ce n'est pas la petite revalorisation de l'année dernière qui peut suffire». La CGT pointe aussi la question de l'égalité femmes/hommes pour mieux dénoncer les 22% d'écart dans les salaires».



MONTCEAU: Chauffage coupé au local CGT, le tribunal est saisi...

Après que la mairie a coupé le chauffage au Syndicat des mineurs de Montceau en vue de réaliser des économies, la CGT, occupante d'une partie du bâtiment, a effectué un recours au tribunal administratif. En invoquant l'obligation contractuelle de la commune de chauffer ses locaux.

Le chauffage urbain n'a pas été allumé de l'hiver dans les locaux de la CGT situés au Syndicat des mineurs. Pourtant, l'activité syndicale s'y poursuit, la CGT refusant de déménager provisoirement dans un bâtiment rue Claude Gauthier, à l'instar d'autres syndicats ou associations montcelliens. « Pour nous, la situation est tout à fait différente. On a un bail, ça change tout », explique Dominique Communal, militant syndical CGT.

Ainsi, le 9 décembre 2022, après avoir proposé à la Ville, en vain, de ne chauffer que le rez-de-chaussée et de ne pas utiliser le 3e étage, le syndicat a porté l'affaire en justice. Une requête demandant l'annulation de la décision de la mairie et un recours pour abus de pouvoir ont été déposés au tribunal administratif de Dijon.

Si la première action a échoué, la deuxième procédure est toujours en cours. « Nous rappelons dans ce recours que la Ville a obligation de chauffer nos locaux en vertu d'un acte authentique » poursuit le syndicaliste.

• Abus de droit

« Toute violation d'obligation doit être validée par la justice. Le Code civil prévoit la révision d'un contrat lorsque la situation l'impose (articles 900-2 à 900-8, NDLR). Or la Ville n'a pas saisi le juge pour remettre en cause son obligation d'assumer les fluides. » Ainsi, pour le syndicaliste, « cette, décision caractérise un abus de droit ».

Cette requête, écrite, a été envoyée au tribunal, qui l'a soumise à la mairie de Montceau. Laquelle doit répondre, par écrit, au tribunal. C'est au terme d'un échange contradictoire comptant environ deux mémoires de chaque partie que le tribunal pourra fixer une audience ou « proposer une médiation », indique le syndicaliste.

« L'affaire est dans les mains de l'avocat de la Ville qui rédige un mémoire en défense », a répondu Jean-Pierre Bernard, coordonnateur de l'action municipale. « Nous sommes face à une posture de la CGT, alors que nous avons trouvé une solution avec tous les autres syndicats. » Lequel précise : « Contrairement à la banderole affichée, nous n'avons pas pour objectif d'expulser la CGT, mais bien de réaliser des économies d'énergie. »

Rejet de la requête de la CGT visant à rétablir le chauffage en urgence

Le 13 décembre, le juge des référés du tribunal administratif de Dijon a rejeté la demande du syndicat CGT qui demandait d'annuler la décision de la mairie de couper le chauffage au syndicat des mineurs de Montceau. Autrement dit de rétablir le chauffage sans tarder. Or pour le juge, l'absence de chauffage, en plein hiver, dans un bâtiment qui « reçoit une population fragile » a rappelé la CGT dans sa requête du 9 décembre, ne revêt pas de caractère d'urgence, élément incontournable pour suspendre l'exécution d'une décision administrative.

• Pas de situation d'urgence suite à la violation du contrat

La CGT a également rappelé que la mairie est tenue de chauffer les locaux en application d'un acte authentique. Or pour le juge là encore, « la violation alléguée par la commune de ses obligations contractuelles provoquée par cette mesure provisoire », consistant à regrouper des associations en un seul lieu « en vue d'assurer la sobriété énergétique, dans l'intérêt général » n'est pas de nature à créer une situation d'urgence.

Syndicat des mineurs : un don contre le paiement des fluides

Siège de la CGT du bassin minier, le Syndicat des mineurs a été fondé par le syndicat des ouvriers mineurs de Montceau, adhérent CGT depuis 1093, via « une souscription des travailleurs syndiqués » explique Dominique Communal, militant. Au fil du temps, ce bâtiment, inauguré en 1909 rue Jean Jaurès, est devenu coûteux et difficile à assumer pour la CGT, propriétaire.

• 1995 : la mairie devient propriétaire

Le 8 juin 1995, le syndicat a donc fait une donation à la mairie encadrée par un acte notarié donnant l'usage de trois étages au syndicat pendant 99 ans. La mairie devait en outre verser une subvention au syndicat pour le paiement des fluides. Mais face à l'insuffisance de cette subvention, un avenant du 17 avril 2002 a reporté la totalité du coût des fluides (eau, gaz, électricité) à charge de la commune.